

Maître Laure CAPINERO
Avocat au barreau de Marseille
Associée de la SELARL IN SITU AVOCATS

Société d'avocats inter barreaux
41, bd Notre Dame - 13006 MARSEILLE
Tél. : 04.91.33.20.15

Mail : contact@insituavocats.fr

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES
SUR REITERATION DES ENCHERES

Sis MARSEILLE (13007), 32, boulevard Amédée Autran,

UNE VILLA élevée d'un étage sur rez-de-chaussée
et comprenant sept pièces, cuisine, salle de bains et water-closet avec dépendances
ainsi que la jouissance exclusive et perpétuelle du terrain
formant avec les 17/20èmes indivis des parties communes générales,
le lot n° 1 de la copropriété.

MISE A PRIX : 300.000 EUROS

Visites le Vendredi 30 Août 2019 de 11 heures à 12 heures.

L'ADJUDICATION AURA LIEU LE JEUDI 5 SEPTEMBRE 2019 à 9 h 30

à l'audience du Juge de l'Exécution du Tribunal de Grande Instance de Marseille,
dans les locaux du Tribunal d'Instance, Palais Monthyon - Salle n° 2 Borély,
Place Monthyon – 13006 MARSEILLE.

DESIGNATION DES BIENS :

Telle qu'elle résulte du titre d'acquisition :

Dans un immeuble situé à MARSEILLE
(13007), 32, boulevard Amédée Autran, ca-
dastéré commune de MARSEILLE Quartier
Bompard – Section 829 C numéro 116 lieudit
: 32, Boulevard Amédée Autran pour une

contenance de 11 ares et 65 centiares :

Le lot numéro UN (1), savoir :

Une villa située au centre de la propriété et
de ses dépendances.

Ladite villa élevée d'un étage sur rez-de-
chaussée et comprenant sept pièces, cui-
sine, salle de bains et water-closet,
Avec la jouissance exclusive et perpétuelle

du terrain teinté de rouge sur le plan annexé à l'acte de vente ci-après visé du 26 juin 1972, Et les dix-sept/vingtièmes (17/20èmes indivis des parties communes générales).

Maître GANDELLI, Huissier de Justice associé à Marseille a établi le 18 novembre 2015 un procès-verbal descriptif, annexé au cahier des conditions de la vente.

Au terme de ce procès-verbal, cette villa a été endommagée par un sinistre incendie et est demeurée en l'état.

La société ARI a établi un certificat de métré faisant état d'une surface au sens de la loi dite « loi Carrez » totale de **225,47 m²**.

Par jugement en date du 07-12-2017, lesdits biens ont été adjugés pour le prix de 605.000 €.

L'adjudicataire n'ayant pas procédé au règlement du prix, une procédure de réitération des enchères a été engagée et la nouvelle date d'adjudication a été fixée par le Juge de l'Exécution suivant jugement du 23-05-2019.

La présente vente est poursuivie à LA REQUETE DE :

Maître Simon LAURE, Mandataire judiciaire à la liquidation judiciaire des entreprises, demeurant à MARSEILLE (13006) – Le Grand Sud - 16, bd Notre Dame, agissant en qualité de mandataire liquidateur de la société **LOCARIS**, société à responsabilité limitée au capital de 7.622,45 € dont le siège social est 8, cours Jean Ballard – 13001 MARSEILLE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Marseille sous

le numéro B 380 301 002, nommé à ces fonctions par jugement du Tribunal de Commerce de Marseille du 6 avril 2006,

Ayant pour avocat constitué la **SELARL IN SITU AVOCATS**, société d'avocats inter barreaux représentée par **Maître Laure CAPINERO**, avocat associé au barreau de Marseille, y domiciliée 41, bd Notre Dame – 13006 MARSEILLE.

Les enchères sont recevables uniquement si elles sont portées par un avocat inscrit au Barreau de MARSEILLE qui devra détenir un chèque de banque représentant 10 % du montant de la mise à prix, soit en l'espèce 30.000 € établi à l'ordre de Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des avocats de MARSEILLE.

RENSEIGNEMENTS :

Pour tous renseignements :

- S'adresser à Maître Laure CAPINERO, Avocat au barreau de Marseille, associée de la SELARL IN SITU AVOCATS, Société d'avocats inter barreaux – 41, bd Notre Dame – 13006 MARSEILLE - Tél. : 04.91.33.20.15 – Mail : **contact@insituavocats.fr**

- Consulter le cahier des conditions de vente au greffe du Tribunal de Grande Instance de Marseille, Place Monthyon – 13006 MARSEILLE, au rez-de-chaussée, à l'accueil du lundi au vendredi de 8h00 à 11h30 et de 13h30 à 16h30.

Fait à Marseille, le 22 juillet 2019

Laure CAPINERO
Avocat